



Rentrée scolaire et protocole sanitaire : «On va droit dans le mur»

A deux semaines de la reprise et alors que le variant delta inquiète familles et professeurs, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, est resté flou ce jeudi sur les modalités d'application du protocole sanitaire dans les établissements scolaires.

Il y avait comme un air de déjà-vu dans le déplacement du ministre de l'Education nationale ce jeudi à Châtenay-Malabry, dans les Hauts-de-Seine. Après l'avoir martelé durant toute l'année scolaire, Jean-Michel Blanquer l'a encore affirmé à quinze jours de la rentrée : «Les écoles doivent rester ouvertes.» Et il le répète à chaque fois comme un mantra : «Il n'y a pas de contamination particulière en milieu scolaire.»

Pourtant, le retour à l'école sous la menace du variant delta inquiète parents et professeurs. Ce virus n'est pas plus dangereux pour les enfants qui restent à l'abri des formes graves (1 % des hospitalisations), mais il est en revanche très contagieux et contamine donc forcément de plus en plus les enfants qui ne sont pas vaccinés. A Nice, 10 nourrissons de moins de trois mois ont été hospitalisés sans gravité aux urgences pédiatriques de la ville et les modélisations de l'Institut Pasteur prévoient un grand nombre de cas chez les enfants à la rentrée (jusqu'à 50 000 cas positifs par jour). Aux Etats-Unis, le variant delta est à l'origine des 72 000 cas enregistrés chez les enfants et adolescents en une semaine fin juillet, selon une étude de l'Académie américaine de pédiatrie, un chiffre cinq fois plus élevé que fin juin.

Une campagne de vaccination à la rentrée... pas encore mise en place

Alors que va-t-il se passer lorsque les écoles vont rouvrir en France ? Autorisés à se faire vacciner depuis le 15 juin, plus de la moitié des 12-17 ans ont reçu une première injection et environ 30 % ont eu deux doses. «C'est évidemment favorable à une année la plus normale possible», tient à rassurer Jean-Michel Blanquer, qui a rappelé la mise en place d'une campagne de vaccination à la rentrée, sans en préciser les modalités. Tout juste sait-on que ces centres «éphémères» seront «à l'intérieur ou à proximité» des établissements scolaires. Les recteurs, préfets et les agences régionales de santé (ARS) travaillent en ce moment «pour regarder où on en est de la vaccination, ce qu'il reste à faire sur le mode de l'incitation», a précisé le ministre. «C'est une bonne idée pour toucher les familles éloignées de la médecine, estime Sophie Vénéitay, du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. Mais tout ça s'anticipe. Qui recueille le consentement des parents ? Qui accompagne les élèves ? Encore une fois, tout reste très nébuleux alors qu'on est à la veille de la rentrée.»

Autre interrogation : celle à propos des sorties scolaires organisées dans les centres de vaccination, annoncées par le ministère de la Santé cette semaine. Une petite phrase qui a fait bondir les syndicats enseignants, et sur laquelle Jean-Michel Blanquer est resté très flou. «Ce ne sera jamais loin de l'établissement et nous proportionnons l'offre à ce que nous analysons de la demande.» Tester, alerter, protéger : c'est l'objectif du gouvernement pour limiter les contaminations. Mais, pendant ce temps-là, les campagnes de test mises en place l'an dernier (sans succès) ont disparu du protocole sanitaire. «C'est étrange de se priver d'un moyen de vigilance qui aurait pu mieux s'organiser», regrette Sophie Vénéitay, qui s'inquiète : «On a l'impression de toujours revivre le même épisode d'une série avec une absence de réponses concrètes. Et là, on va droit dans le mur.»

Pas de vaccin pour les moins de 12 ans



Le ministre de l'Education nationale annoncera dans les prochains jours le protocole sanitaire retenu pour les écoles, collèges et lycées, parmi quatre scénarios possibles, en fonction du degré de circulation du virus et en lien avec les autorités sanitaires et les collectivités locales. « Il faut, sans plus tarder, définir leur niveau territorial d'application, les indicateurs épidémiologiques, ainsi que les seuils déclenchant le passage d'un niveau à l'autre, alertent dans une tribune publiée dans le Monde ce jeudi une trentaine de médecins, scientifiques, enseignants et chercheurs. Il nous apparaît aujourd'hui impensable, pour la majorité des départements français, d'envisager une reprise au niveau 2 du protocole sanitaire, alors que le taux d'incidence chez les 0-19 ans est cinq fois supérieur à celui de la rentrée 2020. »

Une chose est certaine : « La rentrée scolaire aura lieu pour les enfants, qui seront tous accueillis », a insisté Jean-Michel Blanquer. Tous ? Pas tout fait. Dans le secondaire, lorsqu'un cas de Covid-19 sera détecté dans une classe, les 12 ans et plus non vaccinés seront « évincés » : ils devront suivre les cours à distance durant sept jours. Si Jean-Michel Blanquer reconnaît que « c'est plus compliqué pour la continuité pédagogique », il affirme que les enseignants sont désormais rodés. Qui distinguera les vaccinés et les autres ? Là encore, Jean-Michel Blanquer botte en touche : « Le suivi est fait avec les ARS », a-t-il seulement indiqué en précisant que le pass sanitaire ne serait pas demandé dans les établissements scolaires et que le vaccin pour les moins de 12 ans n'était « pas d'actualité ».

